

P. 6 Grand format
À Mérignac,
un projet immobilier
reflet de la
transformation urbaine

P. 8 D'intérêt général
La Poste investit
dans son réseau
pour une meilleure
qualité de service

P. 14 Traits d'union
Nouvelle-Aquitaine
Mobilités fait
confiance à Kuba-
La Banque Postale

postéo

NOUVELLE-AQUITAINE

ECOLOGIC
priorité neutralité carbone

Je fais tout pour que
le trafic reste vert.

le billet de...



Jacques Lemaire,
délégué régional du groupe La Poste
en Nouvelle-Aquitaine

L'année s'achève. Une année chahutée, profondément marquée par une situation climatique difficile cet été et de fortes tensions énergétiques. Ce contexte a été largement partagé lors des salons des maires et des collectivités locales organisés sur le territoire, que ce soit à Eymet lors du congrès des maires ruraux de France fin septembre, à Bordeaux lors de la convention des intercommunalités de France début octobre ou à Agen, à l'occasion du congrès des assises des départements de France mi-octobre.

Vous le savez, le groupe La Poste est fortement engagé dans la transition écologique et énergétique. Dans de nombreux domaines – rénovation énergétique des logements, performance énergétique des bâtiments, mobilités des personnes et des marchandises, financement responsable, etc. –, nous agissons à vos côtés avec la volonté d'avoir un impact positif sur la société et d'œuvrer pour un monde plus humain et plus durable.

Cela se construit au quotidien, ici, en région, au cœur de vos départements, de vos communes. Je citerai comme illustration trois projets emblématiques qui sont au cœur de ce nouveau numéro de Postéo. En 2026, le site postal de Mérignac-centre va connaître une transformation profonde. Il accueillera une forêt urbaine ainsi qu'un éventail d'activités s'intégrant pleinement dans le paysage urbain en mutation. En Gironde, nous avons signé avec la ville de Bordeaux et Bordeaux Métropole une convention de partenariat pour coordonner nos actions afin d'accélérer la transition vers une logistique urbaine plus vertueuse. À Lescar, dans les Pyrénées-Atlantiques, la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées a fait appel à La Banque Postale pour financer, par un prêt vert, la construction des unités de méthanisation et de méthanation de son usine de dépollution des eaux usées.

Je vous laisse découvrir ces projets dans ce numéro de Postéo, riche des collaborations que nous menons avec vous en tout point du territoire. Bonne lecture.

NOUVELLE-AQUITAINE

Facteurs de fierté

18777
postiers en
Nouvelle-
Aquitaine⁽¹⁾.

58,6%
C'est la part
des femmes
dans les effectifs⁽¹⁾.



PROXIMITÉ

France services au cœur des territoires

Santé, famille, retraite, impôts, recherche d'emploi... Depuis septembre dernier, les habitants de Largeasse, Vernoux-en-Gâtine, Le Busseau et Beugnon-Thireuil (79) peuvent accéder à un ensemble de services du quotidien à proximité de chez eux. Le facteur France services du bureau de poste de L'Absie effectue chaque matin une permanence dans l'une des quatre mairies concernées. Il conseille et accompagne les clients dans leurs démarches administratives auprès des services de l'État et des partenaires France services – Pôle emploi, Agence nationale des titres sécurisés (ANTS), La Poste, etc. Ce modèle de France services multisite a également été mis en place sur plusieurs communes de Nouvelle-Aquitaine, notamment Blanzac-Portcheresse (16), Tonnay-Boutonne (17) et Barsac (33).

(1) Périmètre La Poste SA – données de juillet 2022.

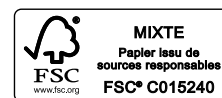


RENCONTRE

Les postiers-élus, doublement engagés

Dans le cadre de leur mandat, les postiers-élus peuvent être amenés à répondre à des questions postales à l'échelle de leur territoire. Afin de les accompagner, la délégation régionale du groupe La Poste organise des échanges réguliers. Des rencontres utiles, comme en témoigne Jean-Marie Mignot, postier et adjoint au maire de Feytiat, qui a participé à celle organisée à Limoges (87) au début de l'été : « J'ai apprécié de voir l'étendue de l'offre que le groupe propose aux collectivités locales et d'échanger sur les points d'adhésion et les points d'amélioration. » Une opinion partagée par Stéphane Delautrette, président de la CDPPT : « J'ai trouvé intéressant d'avoir la perception et le retour d'expérience de postiers qui ont exercé différents métiers et sont aujourd'hui élus. »

Photo : Stéphane Delautrette, président de la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) de Haute-Vienne.



Le cahier régional de Postéo est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Nouvelle-Aquitaine – **Directeur de la publication :** Jacques Lemaire. **Directeur de la rédaction :** François Roudière. **Rédactrice en chef :** Valérie Crasnier. **Rédaction :** Valérie Crasnier. **Crédits photo :** Adobe Stock, Agglomération Pau Béarn Pyrénées, cabinet d'architecture Hame – Paul Jaquet, Camborde Architectes, conseil départemental 47, Dircom La Poste Immobilier, La Banque Postale, médiathèque du groupe La Poste, Mairie de Mérignac, Nouvelle-Aquitaine Mobilités, Pexels, Pickup // Anna Baburkina, Laurent Boyer, Antoine Dominique, Gustavo Fring, Victoria Gerontassiou, Éric Huynh, Marie Julien, Thierry Lewenberg-Sturm, Alex Minangoy, Oksmi, Laurent Pascal, Xavier Popy/REA, Thieury, Nathalie Vergès. **Pages nationales – Directrice de la publication :** Marie-Aude Dubanchet. **Directrice de la rédaction :** Fabienne Rougeot. **Rédactrice en chef :** Aurélie Deheccq. **Crédits photo :** médiathèque du groupe La Poste, DR. **Mentions légales La Poste. Conception et réalisation :** HAVAS PARIS. **Imprimerie :** Gutenberg Networks. Imprimé en France. **Dépôt légal :** novembre 2022. Ce magazine est imprimé sur du papier issu de sources responsables. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte.

L . E . T . O . U . R . D . E . L . A . R . E . G . I . O . N

7

Chiffre clé

milliards. Le marché de la seconde main en France est estimé à 7 milliards d'euros (source : étude menée par Tripartie en 2021).



SERVICES

Une nouvelle gamme courrier

Pour répondre aux nouveaux usages des Français et améliorer son empreinte carbone, La Poste fait évoluer sa gamme d'offres courrier, en maintenant la distribution 6 jours sur 7 sur tout le territoire. Celle-ci sera commercialisée à partir du 1^{er} janvier 2023. En plus de la Lettre recommandée, les clients auront le choix entre trois types de lettres : la Lettre verte pour les envois du quotidien en J+3, avec une option de suivi; la Lettre turquoise Services Plus, pour les envois importants en J+2 avec un suivi permettant d'activer des notifications expéditeur et destinataire; l'e-lettre rouge, pour les plis urgents distribués en J+1. Celle-ci permettra d'envoyer en bureau de poste ou, jusqu'à 20 heures à partir du site laposte.fr, un courrier électronique qui sera imprimé par La Poste au plus près du destinataire et distribué le lendemain.



EN SAVOIR PLUS

4



COMMERCES

Le dépôt de colis facilité

Pickup, réseau de relais du groupe La Poste, accélère le déploiement de ses boîtes à colis en Nouvelle-Aquitaine. Quatorze boîtes sont en cours d'installation, notamment dans La Creuse (23). Elles permettent aux usagers de déposer en toute autonomie leurs colis chez les commerçants et enseignes partenaires. Cela représente un gain de temps pour les professionnels, qui peuvent ainsi se concentrer sur leur activité principale, les colis n'étant pas collectés et scannés au fur et à mesure.

Avec ce service, Pickup répond à la croissance exponentielle du marché de la seconde main ainsi qu'à la hausse constante des achats en ligne, source de multiplication des retours e-commerce. Deux tendances qui donnent une place encore plus centrale au dépôt de colis par les consommateurs.



EN SAVOIR PLUS

8,66%

Chiffre clé

Avec 8,66% de bénéficiaires de l'obligation d'emploi, le groupe La Poste est le 1^{er} employeur de France de personnes en situation de handicap (donnée 2021).



HANDICAP

La Poste, lieu d'inclusion

Huit jeunes en situation de handicap invisible se sont immergés pendant une semaine dans cinq entreprises membres du réseau Sud-Ouest Les entreprises pour la Cité. Accompagnés par l'association Ludosens (33), ils ont découvert le métier de graphiste au travers de mises en situation concrètes assurées par les équipes de communication de La Poste de Bordeaux Mériadeck. Une immersion aux bénéfices immédiats, comme en témoigne Kay : « Tout au long de mon parcours, beaucoup de sociétés m'ont fait comprendre que je n'étais pas le bienvenu, et à cause de cela j'avais une vision très négative et fermée du monde de l'entreprise.

Savoir qu'il existe des entreprises bienveillantes et ouvertes à la diversité m'a rassuré et me redonne espoir pour la suite. »



LIVRAISON

Un service sur mesure pour la fleuriste

À Mauléon (64), La Poste assure le portage de fleurs pour le compte d'une artisanne fleuriste locale. Jusqu'à présent, pour assurer ses livraisons, Marie Urruty devait fermer sa boutique ou livrer en dehors des heures d'ouverture. Il lui arrivait même de refuser certaines commandes dont la livraison lui aurait demandé trop de temps. Désormais, la commerçante peut se concentrer sur son cœur de métier et développer son activité. Pour elle, « la proximité, la connaissance des adresses et le professionnalisme des facteurs font de La Poste le partenaire idéal pour offrir un service de qualité ». Ce service fait partie des solutions sur mesure proposées par La Poste, regroupées sous le nom « Log'issimo », pour répondre aux nouveaux besoins de logistique des entreprises et des collectivités.



EN SAVOIR PLUS

5

À Mérignac (33), un projet immobilier reflet de la transformation urbaine

L'immeuble de Mérignac-centre, qui accueille depuis 1982 des activités postales, va faire l'objet d'un projet porté par La Poste Immobilier, filiale du groupe. En 2026, le lieu accueillera différentes activités s'intégrant pleinement dans le paysage urbain en mutation. Ce projet en plusieurs phases débutera par la construction d'un immeuble accueillant les activités postales traditionnelles, un espace de coworking et un microhub de logistique urbaine.

L'immeuble actuel laissera ensuite place à un programme de logements, dont 25% de logements locatifs sociaux, et à des commerces.

La commune de Mérignac aménagera sur une partie du foncier une forêt urbaine de 1 500 m². Ce projet de végétalisation permettra d'améliorer la qualité de vie et le bien-être des habitants. Il contribuera à poursuivre la transformation écologique de la ville face aux enjeux du changement climatique.

G.R.A.N.D.
F.O.R.M.A.T



« Cette mutation est une formidable opportunité de poursuivre la transformation de notre centre-ville entamée il y a près de quinze ans. Plus de 700 m² de commerces à loyers raisonnables vont être créés sur un territoire très attractif où les loyers commerciaux ne permettent plus à certaines activités essentielles de s'installer en cœur de ville (librairie, fleuriste, etc.). Le partenariat avec le bailleur social inCité permet de sécuriser la commercialisation des espaces et de garantir des loyers modérés. La centaine de logements, y compris sociaux, va attirer des populations dans un quartier où l'apport démographique est l'une des conditions nécessaires pour réussir le pari de l'attractivité. Enfin, la microforêt de 1 500 m² atténuera l'ambiance minérale du centre-ville en créant un îlot de fraîcheur et de biodiversité pour l'ensemble des habitants. »

Alain Anziani,
maire de Mérignac,
président de Bordeaux Métropole



« Cette transformation valorise le potentiel d'un patrimoine foncier postal jouissant d'un emplacement unique dans le centre-ville.

La concertation permanente menée avec la ville constitue sans aucun doute le facteur principal de réussite de ce projet. La contractualisation de nos attentes et de nos ambitions respectives dans un protocole d'accord a constitué le socle de confiance sur la base duquel nous travaillons encore aujourd'hui. La qualité de l'architecture, le plan urbain harmonieux et la mise en avant des espaces verts créés illustrent parfaitement l'étape finale de la métamorphose du centre-ville de Mérignac. La ville a exprimé le souhait que La Poste Immobilier puisse prendre en charge le permis de construire du projet et en être éventuellement le promoteur immobilier pour la phase suivante, faisant ainsi vivre la relation de confiance créée. »

Marc Enjalbert,
directeur de projet,
La Poste Immobilier

8 390 m²
de parcelle en centre-ville,
dont 1 500 m² de forêt urbaine
à aménager par la ville.

Plus de
10 000 m²
de surface immobilière
développée.

110
logements (dont 28 logements
sociaux) et 700 m²
de commerces créés.

Le projet de Mérignac-centre,
un exemple de transformation
urbaine.



La Poste investit dans son réseau pour une meilleure qualité de service

Afin d'améliorer la satisfaction client en tout point du territoire, La Poste investit massivement, comme annoncé dans son plan stratégique. D'ici à 2025, elle va consacrer 800 millions d'euros à la modernisation de son réseau de distribution physique et numérique et faire passer le nombre de points de services postaux de 35 000 à 40 000.

Sur les 800 millions d'euros investis au cours des trois prochaines années, 500 millions seront utilisés pour rénover les bureaux de poste et 300 millions permettront d'accélérer la transformation digitale pour renforcer l'omnicanalité du réseau. Les travaux en cours et à venir rendront les bureaux de poste plus modernes, chaleureux et ouverts pour un parcours client plus fluide et un environnement de travail amélioré pour les postiers. Partout, de nouvelles modalités d'accueil permettront de parfaire la qualité et la rapidité des réponses. Grâce au renouvellement des matériels informatiques et à leur nouveau smartphone, les chargés de clientèle conseillent et orientent les clients plus facilement. De nouveaux

automates et bornes digitales intuitifs et ergonomiques favorisent l'autonomie des clients, tandis que les nouvelles consignes facilitent le dépôt et le retrait des Colissimo. En complément de la modernisation de ses bureaux, La Poste accentue la lutte contre les incivilités pour le bien-être des postiers et des clients.

Une offre de services adaptée localement

Outre cette modernisation, des offres dédiées (professionnels, e-commerce, conseil bancaire...) sont conçues pour répondre aux attentes spécifiques des publics selon les zones de chalandise. Cet objectif est également poursuivi à travers l'extension et la diversification du maillage postal dans les territoires.

Grâce au développement de partenariats noués avec des commerçants (partenariats locaux avec de grandes enseignes de distribution, des buralistes, des commerces de proximité présents en ruralité...), le nombre de points de services passera de 35 000 à 40 000 d'ici à 2025.

Des formes de présence complémentaires

Au-delà de la densité du maillage, c'est la complémentarité des formes de présence qui va répondre aux besoins des citoyens en étant plus accessible, et plus adapté aux modes de vie. Une amplitude horaire élargie chez les commerçants, la possibilité de retirer ses colis plus facilement grâce à l'augmentation des consignes Pickup (de 700 à 2 000 en 2023), des services maintenus dans les zones rurales grâce aux facteurs-guichetiers qui seront plus nombreux (de 1 350 à 2 000 en 2023) à assurer la distribution, l'accueil des clients au sein du bureau de poste... sont autant de leviers pour améliorer la qualité de service au sein de chaque territoire.

À Mende (48), La Poste diversifie sa présence



En plus du bureau de poste situé au cœur de la ville de Mende, un point La Poste relais a été créé dans l'hypermarché Hyper U Cœur Lozère. Les clients peuvent y effectuer la plupart des opérations postales en venant faire leurs courses. Jean-Michel Brun, le dirigeant de la grande surface, a apprécié la manière dont le partenariat s'est noué : « Ce lien avec La Poste est essentiel. Nous avons été accompagnés par des formations et des contacts réguliers avec les représentants de La Poste. L'humain reste le point central qui unit Hyper U et La Poste. »

Au sein du quartier de Fontanilles, c'est un point de contact La Poste agence communale qui a été ouvert. Cet espace moderne et accueillant géré par un agent de la commune permet aux clients éloignés du centre-ville d'effectuer leurs opérations postales. « Cette présence contribue à préserver les services publics sur le territoire, et cet enjeu de proximité est essentiel pour les élus », estime Laurent Suau, le maire de Mende. En Lozère, 83 points de contact sont déployés : 29 bureaux de poste, 42 La Poste agences communales et 12 La Poste relais.

Témoignage

« L'implantation d'un facteur-guichetier est une bonne solution à développer sur des territoires comme les nôtres. Cela permet le maintien d'un service au public et, avec lui, le maintien du lien social dans nos petits villages reculés. Ici, La Poste reste une institution, elle contribue à maintenir un bassin de vie dans nos campagnes. Les habitants se sentent ainsi rassurés, sécurisés, ils tiennent à leur bureau de poste, même si tous n'y vont pas. »

Jean-Louis Chabaud,
maire de Barrême
(Alpes-de-Haute-Provence)

Il y a aujourd'hui 1 350 facteurs-guichetiers sur tout le territoire, l'objectif est de 2 000 en 2023.

500 M€
investis pour moderniser les bureaux de poste d'ici à 2025.

100%
des 7 000 bureaux de poste rénovés d'ici à 2027.

2 400
personnes recrutées dans le réseau postal sur 3 ans.

ADAPTER LA PRÉSENCE POSTALE À LA DYNAMIQUE TERRITORIALE

Le réseau postal s'est étoffé et diversifié pour s'adapter au mode de vie des clients. Ainsi, 17 000 points de contact inscrits au contrat de présence postale territoriale et 18 000 autres points d'accès à des services postaux offrent plus de proximité au cœur des territoires.



« La richesse de notre offre, ce sont nos 35 000 points de services. Adossés à notre écosystème digital, ils vont nous permettre de devenir le meilleur réseau en termes de maillage et de qualité de service. »

Nathalie Collin,
directrice générale adjointe
du groupe La Poste,
en charge de la branche
Grand Public et Numérique

LES POINTS DE CONTACT INSCRITS AU CONTRAT DE PRÉSENCE POSTALE TERRITORIALE



**7 000 bureaux
de poste**

détenus en propre, dont les bureaux facteurs-guichetiers et les bureaux labellisés France services.



**10 000 partenaires
publics ou privés**

pour un accès aux services postaux et bancaires essentiels :

LA POSTE AGENCE COMMUNALE
dans une mairie;



LA POSTE RELAIS
chez des commerçants, artisans
ou acteurs de l'économie sociale
et solidaire (ESS).



Pickup

**16 000 relais
et consignes Pickup**

dans des commerces de proximité
et des zones de passage, pour déposer
et retirer les colis.



2 000 espaces Pros

pour toutes les opérations courrier,
colis, boîtes postales, dans des sites
de traitement du courrier accueillant
les professionnels.

+ de 80,5%

des bureaux de poste
disposent d'un espace
de vente accessible
à tous les handicaps.

Source : document
d'enregistrement universel 2021,
page 128.

+ de 40 000 postiers

travaillent dans le réseau
de La Poste, dont 1 350 facteurs-
guichetiers qui assurent
une nouvelle forme de présence
postale dans les territoires.

Traits d'union

#décarboner

En Gironde, la ville de Bordeaux, Bordeaux Métropole et le groupe La Poste ont signé une convention de partenariat pour coordonner leurs actions et leurs efforts afin d'accélérer la transition vers une logistique urbaine plus vertueuse.

P. 12

#accompagner

Mobilité régionale : le syndicat régional des transports publics Nouvelle-Aquitaine Mobilités confie le système de billettique et de monétique de sa plateforme Modalis au groupement Kuba-La Banque Postale.

P. 14

#dynamiser

Installé dans le Lot-et-Garonne, le nouveau Center Parcs Les Landes de Gascogne a été inauguré le 19 mai dernier. L'achat et l'aménagement du foncier ont été financés par un pool bancaire auquel a participé La Banque Postale.

P. 15



#décarboner

Engagés pour une logistique urbaine durable et à faibles émissions

La ville de Bordeaux, Bordeaux Métropole et le groupe La Poste ont souhaité coordonner leurs actions et leurs efforts afin d'accélérer la transition vers une logistique urbaine plus vertueuse.

En signant, en février dernier, une convention de partenariat pour le développement d'une logistique urbaine durable et à faibles émissions, ils se sont dotés d'un cadre d'action volontariste commun. Les activités de transport, d'acheminement et d'enlèvement de marchandises en ville sont essentielles à l'économie d'un territoire. En zone urbaine dense, comme sur la métropole bordelaise, ces activités de logistique urbaine s'exercent dans des espaces marqués par de multiples contraintes : voirie saturée, accès restreint aux centres-villes, stationnement

difficile, foncier rare et onéreux pour l'implantation de hubs, etc. Elles génèrent également des externalités qu'il est nécessaire de maîtriser (émissions de gaz à effet de serre, de particules, congestion urbaine, bruit...). Depuis plusieurs années, la métropole connaît une dynamique démographique et économique soutenue. Ce développement s'accompagne de pressions sur les marchés foncier et immobilier, d'engorgements de circulation et de difficultés croissantes à approvisionner le territoire par des circuits efficaces de livraison en ville. La convention a pour objectif de mettre en place des actions concertées visant à concilier l'exercice des activités de logistique urbaine avec l'impératif d'une ville durable attendu par les citoyens. Les engagements pris s'articulent autour de sept leviers d'action, centrés sur les priorités de la métropole. Ils bénéficieront à l'ensemble des opérateurs de logistique intervenant sur le territoire.



Logistique urbaine plus vertueuse : sept leviers



Les engagements pris dans le cadre de la convention pour le développement d'une logistique urbaine durable et à faibles émissions s'articulent autour de sept leviers : proposer aux commerçants, artisans, habitants et organismes publics situés en centre-ville un maillage de points de mutualisation permettant d'optimiser les modalités de transport de marchandises en ville ; réussir la livraison au premier passage grâce à un maillage de solutions de livraison hors domicile ; valoriser le foncier et l'immobilier à destination d'activités logistiques ; développer la cyclologistique ; favoriser l'utilisation de véhicules à zéro ou à faibles émissions ; contribuer à une meilleure visibilité des questions de logistique urbaine dans les politiques publiques ; développer des échanges d'expertise réguliers.

Vue d'ensemble des futures unités de méthanisation et de méthanation de l'usine de traitement des eaux usées de Lescar.



Traitement des eaux usées : un modèle pionnier financé par La Banque Postale

La communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées a fait appel à La Banque Postale pour financer, par un prêt vert de 15 millions d'euros, la construction des unités de méthanisation et de méthanation de son usine de dépollution des eaux usées de Lescar (64). Un projet majeur dans la politique ambitieuse de l'agglomération visant à atteindre la neutralité carbone dès 2040.

La construction des unités de méthanisation et de méthanation fera de l'usine de dépollution des eaux usées de Lescar une station à énergie positive. La création du méthane rapportée en kilowatts sera supérieure à l'énergie électrique utilisée pour le traitement des boues d'épuration et le traitement du CO₂. Des échangeurs thermiques seront également mis en place pour économiser les calories tout au long du process. Les économies réalisées ainsi que la valorisation des boues et du CO₂ permettront d'atteindre un rendement énergétique global de 108%.

Un projet exemplaire en matière de transition écologique

Les deux unités produiront du biométhane qui sera injecté dans le réseau public du gaz de ville et du biochar pour alimenter, notamment, les réseaux de chaleur de l'agglomération. Le CO₂ résiduel, combiné à l'hydrogène produit sur place, sera transformé en méthane de synthèse. En réduisant les émissions de CO₂ de 550 tonnes par an, cet équipement innovant concourra à la stratégie de neutralité carbone de l'agglomération. Ainsi, 1 200 foyers de l'agglomération seront chauffés grâce à l'énergie verte issue de la biométhanisation des boues et de la méthanation du CO₂.

L'unité de biométhanisation sera en service en septembre 2023, celle de méthanation à la fin 2023. Premier prêteur bancaire des collectivités locales avec 25% de part de marché en 2021, La Banque Postale a accompagné, depuis 2019, plus de 500 projets à fort impact environnemental auprès des collectivités locales : valorisation des déchets, rénovation énergétique de bâtiments publics, production d'énergie renouvelable et mobilité écologique.



« Ce projet est né d'une volonté politique ambitieuse, portée par le président de l'agglomération François Bayrou, d'atteindre la neutralité carbone dès 2040 sur notre territoire et d'une longue réflexion avec les élus de l'agglomération. C'est un projet exemplaire car c'est une unité de traitement à énergie positive, mais aussi une usine qui émet moins de CO₂ qu'elle n'en valorise. Il répond à deux enjeux majeurs

actuels : la souveraineté énergétique et les réponses techniques à mettre en œuvre pour limiter le changement climatique. Ce sera la première usine de biométhanisation de boues d'épuration urbaines au monde à valoriser 100% du CO₂ capté lors du traitement du biogaz. »

Monique Sémavoine, première vice-présidente de la communauté d'agglomération Pau Béarn Pyrénées, chargée du développement durable, de la valorisation des déchets et de la transition énergétique



#accompagner

Transition écologique : façonner une mobilité régionale fluide et durable

Le syndicat régional des transports publics Nouvelle-Aquitaine Mobilités a annoncé à la fin juillet que le système de billettique et de monétique de sa plateforme Modalis destinée à faciliter les déplacements néo-aquitains sera mis en œuvre par l'alliance constituée par Kuba et La Banque Postale au travers de sa filiale eZyness. Le système sera déployé dès 2023.

Avec la plateforme Modalis, Nouvelle-Aquitaine Mobilités souhaite faciliter les déplacements régionaux en rendant accessible à tous les usagers l'ensemble de l'offre de transport disponible, quel que soit le réseau ou le bassin de mobilité concerné. Le projet comprend la mise en place d'un système d'information multimodale, la coordination des différents réseaux de transport et la simplification de la billettique pour les usagers. Dans le cadre de ce projet, le syndicat a attribué au groupement Kuba-La Banque Postale la mise à disposition du système de billettique et de la brique de paiement numérique pour les cinq prochaines années. La Banque Postale, à travers sa filiale eZyness, permettra aux voyageurs de régler par carte bancaire leurs billets à l'unité et leurs abonnements sur les différents canaux disponibles ou directement en situation de mobilité grâce à l'open payment. Celui-ci permet à un usager d'utiliser sa carte bancaire ou son smartphone

en tant que titre de transport, sans abonnement ou inscription préalable. Une solution monétique simple et innovante, basée sur la technologie sans contact. Les agglomérations de Guéret et Tulle seront les premières à accueillir le dispositif avant qu'il ne soit déployé dans les autres communautés membres du syndicat. Kuba et La Banque Postale, qui ont déjà mis en place une solution commune déployée en janvier 2022 lors d'un appel d'offres mené par la ville de Cannes et par Grand Besançon Métropole, poursuivent leur coopération pour proposer la meilleure expérience client en Nouvelle-Aquitaine.

240 lignes régulières pour les transports interurbains en Nouvelle-Aquitaine avec 900 cars desservant 50 000 arrêts.
(Source : www.nouvelle-aquitaine.fr)



« Notre objectif est de mettre en œuvre une mobilité sans couture via une plateforme intégrée de coconstruction de la mobilité, sur laquelle chaque membre du syndicat, chaque exploitant, chaque acteur de la mobilité, qu'il soit privé ou public, peut

contribuer à répondre aux attentes de nos voyageurs. Modalis est ainsi l'un des projets les plus ambitieux en termes d'offre de services de mobilités et l'un des plus novateurs à l'échelle d'une région. »

Renaud Lagrave, président de Nouvelle-Aquitaine Mobilités



#dynamiser

Contribuer au développement économique territorial

Installé dans le Lot-et-Garonne, le Center Parcs Les Landes de Gascogne a été inauguré en mai dernier. L'achat et l'aménagement du foncier ont été financés par un pool bancaire mis en place par Hélià Conseil pour le compte de la SEML du Rieucourt (1). Associée à ce pool bancaire, La Banque Postale a contribué à ce projet capital pour le développement économique du territoire.

Situé sur les communes de Pindères et Beauziac (47), le domaine Les Landes de Gascogne, premier Center Parcs dans le Sud-Ouest, s'étend sur 85 hectares. Ce projet, lancé en 2014, constitue pour le département et la région un moteur pour l'industrie touristique locale, aux retombées économiques attendues importantes. Dès la phase de travaux, les entreprises du territoire ont été sollicitées. Plus de 75% de celles qui sont intervenues lors de la construction étaient des entreprises départementales ou régionales. Au plus fort de la construction, jusqu'à 400 ouvriers locaux ont été mobilisés sur le site. Aujourd'hui, pour assurer le fonctionnement quotidien du domaine ouvert trois cent soixante-cinq jours par an, 300 emplois directs ont été créés. L'activité du site aura un impact important en termes d'achats auprès

des producteurs locaux, artisans, prestataires de loisirs, etc. Il est estimé à environ 5 millions d'euros par an. Les retombées fiscales devraient avoisiner, quant à elles, près de 10 millions d'euros sur les dix prochaines années. Nouveau vaisseau amiral du tourisme lot-et-garonnais, l'équipement a été conçu pour que les touristes puissent profiter des atouts du territoire en dehors du site. Pour capter un maximum des 300 000 visiteurs attendus chaque année et les inciter à aller à la découverte du département et de la région, le conseil départemental de Lot-et-Garonne a mis en place avec l'agence départementale de développement et de réservation touristique (ex-comité départemental du tourisme) un point d'information touristique situé au cœur du domaine. Une belle vitrine pour le département et l'ensemble du territoire aquitain.

(1) La Société d'économie mixte locale du Rieucourt compte plusieurs actionnaires, dont les principaux sont le conseil départemental de Lot-et-Garonne (36,70%), le conseil régional Nouvelle-Aquitaine (36,70%), la Caisse des Dépôts (18,42%) et la communauté de communes Coteaux et Landes de Gascogne (5,6%).



« Aujourd'hui, en phase d'exploitation, le Center Parcs Les Landes de Gascogne, ce sont 300 emplois, dans de nombreux secteurs d'activité, dont une très grande majorité d'emplois locaux, en contrat à durée indéterminée. Mais au-delà des emplois directs, l'activité générée va, bien entendu, avoir des effets induits sur tout le bassin d'emploi. Un Center Parcs, c'est une activité sur trois cent soixante-cinq jours

par an et, sur un site de 400 cottages, un potentiel de 650 000 nuitées annuelles! L'activité liée à l'exploitation du domaine et aux dépenses des clients hors du Center Parcs va générer des dépenses de consommation qui bénéficieront directement à l'économie locale et à l'emploi. »

Sophie Borderie, présidente du conseil départemental de Lot-et-Garonne



« Il faut trouver le bon équilibre entre présence physique et présence numérique dans chaque territoire. »

MINI-CV

Expert marketing et expérience client

Julien Bareyre accompagne depuis vingt ans des entreprises dans leur transformation digitale, en faisant émerger stratégies et offres innovantes : Bouygues Telecom, Recommerce Solutions, banques, assurances... et, depuis 2016, la Banque des Territoires.



RÉFLEXIONS

Pour l'expert de la transformation numérique à la Banque des Territoires, **Julien Bareyre**, c'est en s'assurant de la bonne adéquation entre humain et digital dans les relations qu'il est possible de répondre aux besoins spécifiques de chaque territoire.

Quel impact a eu l'accélération de la digitalisation des usages dans les territoires ?

La généralisation des usages numériques dans nos vies personnelles et professionnelles a été accélérée par la crise sanitaire. Dans les territoires, la manière de rendre et même de concevoir des services publics jusqu'ici purement physiques a été profondément modifiée par la transition numérique. Malgré ce contexte, le besoin d'humain reste fort, et le principal enjeu est donc de trouver le bon équilibre entre présence physique et présence numérique. Or, ce dernier dépend de nombreux facteurs, comme la nature des services et la maturité digitale des collectivités.

Comment peut-on s'adapter à une telle diversité des besoins ?

Il faut partir des besoins et se demander quelle combinaison de l'humain et du digital permettra d'y répondre au mieux, dans chaque territoire. Il convient, par exemple, de privilégier la relation physique quand la compréhension de l'autre est déterminante et sur les sujets où le besoin de confiance ou d'expertise est fort. En interne, le bon équilibre entre numérique et humain doit permettre de libérer les collaborateurs de certaines tâches simples pour leur permettre de se consacrer aux temps forts de la relation...

Comment ces enjeux sont-ils pris en compte dans l'adaptation de la présence postale ?

Pour assurer l'égalité de traitement des territoires, La Poste ne se contente pas d'apporter la même réponse partout. Elle part de la valeur perçue de son offre dans chacun des territoires et se pose la question des moyens nécessaires pour délivrer le bon niveau de service à chacun. Elle ajuste ainsi sa présence physique et digitale localement, tout en s'appuyant sur son écosystème et les réseaux existants dans les territoires pour densifier sa présence. En intégrant également la lutte contre la fracture numérique, notamment à travers le déploiement de conseillers numériques, cette démarche s'inscrit dans l'ADN postal de proximité et d'intérêt général.

Le plan d'investissement soutenant cet ajustement de la présence postale est-il à la hauteur de ces enjeux ?

Les changements à opérer sont structurants et réclament des investissements matériels conséquents. La Poste va investir 800 millions d'euros sur cinq ans, et surtout elle n'oublie pas d'associer les postiers à cette transformation. Par la formation et l'amélioration des conditions de travail, l'accompagnement social donne du sens aux objectifs d'excellence de l'expérience client dans les territoires. Pour que chacun se focalise sur ce qu'il fait mais aussi sur la manière dont le client va le ressentir. C'est très rassurant pour les citoyens et les élus.